

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1465

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

DOMINIQUE PUBLIC

JAA 1002 Lausanne

Annoncer les rectifications d'adresses

9 mars 2001 – n° 1465
Hebdomadaire romand
Trente-huitième année

Faites encore de beaux rêves

L'idéal européen, tel qu'il fut vécu et porté par une partie importante de la population, est mort ce week-end, a-t-on entendu au soir du 4 mars. En réalité, les bilatérales l'avaient déjà enterré, en montrant qu'on pouvait négocier avec nos voisins, sans participer à la promesse d'un continent rassemblant dans un héritage commun les blessures de l'histoire, les erreurs de parcours d'un projet fragile, les incertitudes d'un avenir qui reste à construire. L'actualité européenne n'aidait d'ailleurs pas les initiants. Difficile de voir brûler, sur les charniers du bétail sacrifié à la fièvre aphteuse, la flamme de l'idéal communautaire.

Il n'empêche. La sécheresse du refus a sonné tous les partisans pro-européens; et a éteint, pour un

temps du moins, le volontarisme affiché depuis de nombreuses années par ces jeunes qui avaient vingt ans en 1992 et qui, dix ans plus tard, voient une partie de leurs rêves s'écrouler. Leur découragement au soir du 4 mars est légitime, à la mesure de leur engagement. Et pourtant, à y réfléchir a posteriori, l'échec était programmé. Quand les milieux économiques, bancaires et le Conseil fédéral s'associent pour refuser un projet, celui-ci a toutes les chances de se heurter au rejet populaire.

Doit-on pour autant conclure que la Suisse a définitivement chassé l'adhésion à l'Union européenne de son territoire de pensée? Certainement pas. Les analystes de la politique suisse qui, en Helvétie, ressemblent aux vieux sages africains contem-

plant la longue maturation des baobabs, nous rappellent, à juste titre, que la Suisse, de par son système politique, de par son histoire, est un pays où le consensus s'invente et se construit lentement; que le bon sens, la prudence et le pragmatisme nourrissent l'évolution des projets. Et que l'idéal repose sur le froid réalisme. Explorons sagement les bilatérales, disent le peuple et les cantons, et laissons au Conseil fédéral l'initiative de nous convaincre de l'adhésion.

Celui-ci a aujourd'hui les clés et le calendrier en main pour faire évoluer les mentalités. Son « non raisonnable » a plombé

l'initiative. Mais il revendiquait la marge de manœuvre nécessaire afin de négocier l'adhésion selon les conclusions de son Rap-

Le Conseil fédéral a les clés et le calendrier en main pour faire évoluer les mentalités

port sur l'intégration. Il en a fait la promesse durant la campagne. Qu'il s'y engage désormais fermement. Le deuxième round des bilatérales, auquel l'Europe semble donner son accord, est une des étapes du processus. D'autres mesures, concrètes, devront suivre qui permettront d'adapter la législation, la fiscalité, les outils de la démocratie suisse aux règles européennes. C'est à l'aune de cet engagement-là qu'on mesurera la crédibilité du Conseil fédéral lors de la prochaine législature. L'Europe n'est plus un étendard que l'on déploie, mais une pédagogie des petits pas. Gageons que ce sera difficile. Lundi soir déjà, des paysans refusaient d'entendre plus longtemps l'argument du marché européen pour justifier la baisse du prix du lait. GS